

Les archives d'entreprises en France

Didier Bondue

Les archives d'entreprises en France n'ont pas un siècle d'existence. Alors qu'existait déjà aux États-Unis la Business History Society, l'historien Marc Bloch écrivait le 20 septembre 1929 à Lucien Febvre qu'il était urgent d'aborder une enquête sur les archives d'entreprises privées. Elle paraîtra dans le premier fascicule de 1930 de la revue "Les annales" introduite par un chapeau de Lucien Febvre et une note de Charles Schmidt, inspecteur général des archives¹: "L'organisation rationnelle des entreprises: les archives privées et l'histoire".

En 1949 est créé aux Archives nationales un service des archives économiques créé par Charles Braibant, directeur général, pour sauvegarder les archives économiques aussi bien privées que publiques sous le contrôle de l'administration et dès 1957 un premier inventaire publié par Bertrand Gille permettant de dresser la liste des archives historiques sauvées.

Il faudra toutefois attendre les années 1970-1980 pour que s'amorce un vrai mouvement de création de services d'archives en entreprises en secteur privé. Le sujet des archives d'entreprise en France a été l'objet depuis une bonne dizaine d'années d'un grand nombre d'études². La présente contribution tente d'apporter un éclairage complémentaire en montrant comment à partir du rôle pionnier et original des archives de Saint-Gobain, un grand nombre de grandes entreprises françaises se sont dotées d'un service d'archives.

I. Le rôle pionnier de Saint-Gobain

"Les entreprises font l'histoire. Il est de simple réciprocité que les historiens les assistent dans leur quête permanente du futur"³.

Roger Martin, premier Président Directeur Général après la fusion de Saint-Gobain et de Pont-à-Mousson en 1970, concluait par ces lignes un article dans la revue française de gestion dont le titre résume à lui seul toute l'importance réservée à la fonction archives dans ce grand groupe international: *Le président directeur général et l'archiviste* paru en 1988. Il y retrace tout l'apport qu'il doit à l'histoire

¹ "Annales d'histoire économique et sociale" II (1930), p. 66.

² Maurice Hamon, *Les archives d'entreprises en France*, "Rassegna Degli Archivi Di Stato", XLIV (1984), 2-3, p. 480-487; Roger Nougaret, *Overview of business archives in France*, ICA/SBL, décembre 2006; Henri Zuber et Roger Nougaret, *Les archives d'entreprises en France*, "Gazette des archives", 2006, n° 204, p. 171-186.

³ Roger Martin, *Le président directeur général et l'archiviste*, "Revue française de gestion", septembre-octobre 1988, p. 122-126.

dans sa carrière professionnelle, en particulier les liens entre histoire de l'entreprise et gestion, mais aussi la mise en place d'un système original de gestion des archives⁴.

Cette démarche a été rendue nécessaire par la fusion de la Compagnie de Saint-Gobain et la Compagnie de Pont-à-Mousson en 1970.

Dans une lettre du 17 mai 1972 adressée à Monsieur Guy Duboscq, Directeur général des archives de France, François Geffroy, Directeur du service des relations humaines écrit "notre groupe dispose de deux séries d'archives importantes. La première remonte à 1665 et se trouve entreposée pour partie dans les locaux de Saint-Gobain à Neuilly et pour partie dans les bâtiments du Domaine de Ménars... L'inventaire très sommaire par un chercheur américain des archives de la Compagnie de Pont-à-Mousson, qui remontent à 1850, nous a également persuadés de l'importance des secondes au regard de l'histoire économique et sociale française... Le moment est venu pour nous de repenser le problème de ces archives, afin d'éviter un trop fort encombrement et surtout d'améliorer les possibilités d'exploitation du fonds très riche qu'elles représentent. Mais la valeur historique de ces patrimoines nous fait l'obligation de faire appel à des personnes de grande compétence"⁵.

En juillet 1973, Roger Martin accompagné de Roger Fauroux rencontraient Guy Duboscq et lui exposaient leur espoir que "l'un de ses collaborateurs archiviste-paléographe accepterait peut-être de quitter l'administration pour mettre sa compétence au service de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson"⁶.

Le 1^{er} avril 1974, Monsieur Hamon entra à la Compagnie.

Dès le lendemain, une note faisait référence à un document de ce dernier établissant "les tâches d'un service d'archives de la Compagnie", d'où Roger Martin tirait deux idées maîtresses:

- D'une part, "il s'agit d'abord et avant tout de traiter le problème quotidien, et très concret quant à son incidence sur les frais généraux du groupe, des archives que fabrique celui-ci ; notre contribution à l'histoire nous sera donnée de surcroît".

- D'autre part, "l'approche pragmatique qui nous est proposée correspond bien à la structure du groupe et à la complexité de notre problème"⁷.

En quelques lignes étaient tracées l'esprit d'une structure qui s'est développée depuis plus d'un quart de siècle en fonction de l'évolution du périmètre du groupe et dont les fondations ont été posées alors.

Dans son préambule, Maurice Hamon constate en effet que:

"Le problème des archives doit être conçu et traité globalement. La distinction entre archives historiques et archives courantes n'a plus cours de nos jours où elle consacre un *hiatus* entre le passé des papiers et leur devenir, *hiatus* qui

⁴ *Ibidem*.

⁵ Archives Saint-Gobain, CSG 00426/22, lettre du 17 mai 1972.

⁶ Roger Martin. *Patron de droit divin*, Paris, 1984, p. 447.

⁷ Archives Saint-Gobain, CSG 00426/22, note du 2 avril 1974.

n'existe pas dans la réalité... Le champ d'intervention d'un service d'archives s'étend donc à tous les papiers à quelque stade que ce soit de leur gestion”.

Après avoir rappelé les trois âges d'archives, il indique que le rôle d'un service d'archives se résume donc dans les termes suivants:

“- Surveiller la production des papiers courants

- En assurer la collecte et la gestion dès le second âge, à savoir:

- o classement;
- o répertoriage sous forme d'inventaire;
- o communication sur demande au service;
- o éliminations éventuelles aux dates de prescription.

- En aménager l'accès aux historiens pour les tranches historiques...”⁸

En conséquence, il propose que le service d'archives devra se présenter au sein du groupe “comme une véritable société de services, disposant de locaux et de personnel qualifié, adapté au traitement de tout problème d'archives”.

Plusieurs mois ont donc été passés à établir un diagnostic et faire des propositions d'avenir, qui se sont révélées être au fil du temps complètement pérennes.

À la fin de 1974, Maurice Hamon dresse un premier bilan⁹ où il identifie d'une part les besoins en particulier dans les trois grands lieux de stockage des archives, au siège de Neuilly à Paris, de même que dans l'Indre, au Château d'Ars, au pays de George Sand, ainsi qu'à celui de Ménars situé dans la Vallée de la Loire, autrefois propriété de Madame de Pompadour:

“- Problème de place qui se pose un peu partout;

- Absence de personnel qualifié dans le classement et la conservation des archives historiques;

- Péril connu pour ces dernières faute de repérage et d'inventaire. Il est donc primordial d'entreprendre une tâche d'inventaire des archives historiques, y compris parmi les archives vivantes;

- Inadaptation des locaux historiques aux tâches d'archivage”.

Et propose d'autre part une première organisation:

“- Rédaction d'un petit manuel de sauvegarde des archives historiques;

- Mise en place d'équipe de classement (Neuilly, Ars et Ménars...) qui assureront le repérage et l'inventaire des archives historiques, le tri des collections en vue d'opérer un gain de place (qui peut aller jusqu'à 50 %);

- A la lumière de l'expérience, mise au point de la rédaction définitive du manuel des archives d'entreprises donnant sous la forme la plus détaillée les modalités et les tableaux de **durée** de conservation des documents produits par les sociétés;

- Présentation de **résultats tangibles** et d'utilisation possible des archives.”

⁸ *Ibidem.*

⁹ Archives de Saint-Gobain, CSG 00426/22.

En conclusion, il recommande une solution globale pour les archives historiques, à l'instar des sociétés allemandes (Krupp depuis 1905, Siemens, Thyssen...) ou américaines (Ford, Mac Cormick, Du Pont de Nemours...)

En avril 1976, Maurice Hamon faisait le point de deux années de présence au cours desquelles trois points avaient été actés:

- Rédaction et diffusion du Manuel des archives d'entreprises;
- Études des problèmes posés par les nouveaux supports de documents (micrographie, informatique...);
- Présentation d'exposition d'archives accompagnées de commentaires historiques dans le cadre des stages de gestion et d'économie de l'entreprise à Ménars¹⁰.

La poursuite des opérations d'organisation des archives avaient pour but l'étude d'un bâtiment dédié au service des archives. Il était nécessaire de "construire quelque part en France un bâtiment spécialisé où seraient centralisées les archives historiques et semi-historiques des sociétés du groupe"¹¹. C'est à Blois qu'il fut décidé d'implanter le centre d'archives au milieu des activités françaises du groupe d'alors. Mais la conjoncture n'était guère favorable. Au début de 1978, Roger Martin réunit les intéressés et leur expliqua que "si la rigueur était une nécessité, la première des rigueurs était de privilégier les outils de travail". En décembre 1979 était inauguré "le grand parallélépipède de glaces noires, chauffé à l'énergie solaire"¹².

II. L'essor des services d'archives d'entreprises depuis 1980

En 1981, l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand et d'un gouvernement de gauche va engendrer deux événements importants concernant le paysage des archives d'entreprises en France.

Il s'agit d'abord de la nationalisation en 1982 du secteur bancaire et des grandes sociétés industrielles dont les archives vont entrer dans le champ d'application de la loi sur les archives promulguée en 1979.

Ensuite en 1983, du projet de créer 5 centres régionaux d'archives du monde du travail. Au fil des mois et des contraintes budgétaires, le périmètre va se réduire à aménager un seul centre dans une ancienne filature à Roubaix dans le Nord de la France au cœur d'une région industrielle touchée par les évolutions mondiales.

Inauguré seulement en 1993, cet outil de la politique des archives nationales porte le nom de Centre des archives du monde du travail (CAMT). "Cette expression Archives du monde du travail veut recouvrir l'ensemble des documents qu'ils soient de nature publique ou privée, nés des activités économiques et sociales: archives des entreprises industrielles, commerciales, artisanales, voire agricoles, des banques, des

¹⁰ R. Martin, *Patron de droit divin*. p. 447.

¹¹ *Ibidem*.

¹² *Ibidem*.

compagnies d'assurance, des organismes professionnels, des syndicats patronaux et miniers, des associations créées dans le cadre de la vie professionnelle"¹³.

Entre temps, le mouvement des privatisations en 1986 a réduit quelque peu l'emprise de l'Etat sur le secteur privé mais un élan avait été donné concernant la gestion des archives en entreprises.

D'autres initiatives sont venues encore renforcer ce contexte, en particulier dès 1983, la création du CERARE (Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Économiques) à Mulhouse pour la sauvegarde des archives des entreprises industrielles du Haut-Rhin dans le cadre d'une association tripartite –ville, université et chambre de commerce.

De même à Lyon, Paul Berliet, à la suite de la vente de son activité industrielle de camions au groupe Renault, a constitué la Fondation Marius Berliet afin de promouvoir l'œuvre de son père dans le domaine du patrimoine du camion français.

En 1985 se crée au Creusot, berceau de la famille Schneider, l'Académie François Bourdon, pour la conservation patrimoniale de l'activité métallurgique de cette région.

Parallèlement se développent de véritables services d'archives en entreprise à partir de 1990. Il s'agit en premier lieu de gérer le problème des archives intermédiaires mais aussi de gérer le patrimoine historique comme l'ensemble de la fonction archives.

La plupart des grandes sociétés disposent d'un service d'archives interne. Elles représentent un éventail large des activités:

- Aéronautique: EADS, Safran;
- Automobile: Renault, Peugeot-Citroën, Michelin;
- Banque: Banque de France, Caisse des dépôts et consignations, Cetelem, Crédit agricole SA, BNP, Société générale;
- Matériaux de construction: Lafarge, Saint-Gobain;
- Pharmacie: Sanofi-Aventis, UPSA, Quintiles;
- Énergie: Charbonnages de France, Commissariat à l'énergie atomique, Compagnie du Rhône, EDF (Énergie de France), GDF (Gas de France);
- Services: AGF, France Telecom, La Poste, Maïf;
- Métallurgie: Arcelor Mittal;
- Transports: Aéroports de Paris (ADP), Air France, RATP, SNCF;
- Autres secteurs: Altadis (tabac), Champagne Veuve Cliquot, Cognac Martell, Louis Vuitton, Papeteries Canson, SEB;
- Chambres de commerce, reliées au monde des affaires, elles sont aussi une source d'information pour l'histoire économique.

¹³ Yvette Lebrigand, *Un grand projet de l'État: le Centre des archives du monde du travail de Roubaix*. "La gazette des archives", 1988, n° 141, p. 175.

Les situations sont variables en fonction des activités. Seule l'organisation de Saint-Gobain en Centre de profit (exemple quasi unique dans le monde) couvre l'ensemble du périmètre archives et patrimoine.

Les rattachements sont très différents, services généraux, direction administrative et financière, juridique... La vie des affaires en outre influence considérablement le périmètre de cette activité.

Dans le secteur pétrolier, Total a fusionné avec Fina puis Elf Aquitaine; les banques n'ont pas été épargnées: la Banque nationale de Paris a repris Paribas, le Crédit agricole le Crédit lyonnais. Les grandes activités industrielles ont-elles aussi procédé à l'unification de leurs marchés. Ainsi dans la sidérurgie, Usinor a formé avec ses principaux concurrents Acelor, qui depuis est devenu la propriété de l'indien Mittal. Le fabricant d'aluminium Pechiney est tombé dans la mouvance du canadien Alcan. Par sa politique de rachats successifs de Synthelabo puis d'Aventis, Sanofi est devenu un des leaders du marché mondial des médicaments.

Dans chaque cas, les services d'archives se sont adaptés aux nouvelles configurations. L'essor du Records management en entreprise contribue depuis quelques années à la reconnaissance de l'utilité managériale des archives. Dans quelques cas, elles deviennent un véritable outil de management. Le rôle stratégique des archives n'est plus à prouver en particulier dans les grandes entreprises privées¹⁴.

Toutefois, cette face visible des activités cache tout ce qui est produit par les entreprises moyennes qui assurent la gestion de leurs archives comme elles le peuvent. Elles font souvent appel aux sociétés d'archivage. Un grand nombre de prestataires se sont développés depuis les années soixante dix. Les prestations offertes se limitent souvent à la manutention et au stockage. Mais c'est un marché qui a tendance à se concentrer et à évoluer vers la gestion globale des ressources documentaires des entreprises. Une association, regroupant les principaux prestataires, PAGE, contribue par ses recommandations et actions à l'amélioration de la qualité de cette activité.

Pour accompagner aussi leur développement, les professionnels des archives d'entreprises ont créé une section efficace au sein de l'Association des archivistes français.

Actuellement forte de plus de 250 membres, son dynamisme a permis de mettre au point quelques grands documents de référence; en particulier un guide des délais de conservation des documents communs aux entreprises¹⁵.

¹⁴ Didier Bondue et Olivier de Boisboissel, *Les archives au service du management et de la stratégie de l'entreprise: les approches innovantes de Saint-Gobain et de Sanofi-Aventis*, "Comma", 2005, 4. CITRA, 2005.

¹⁵ *Les archives dans l'entreprise, Guide des délais de conservation des documents communs aux entreprises*. Paris. 1997.

Un référentiel métier s'élabore aussi actuellement afin de préciser les contours du métier d'archiviste en entreprise dans le contexte des métiers de l'information.

Conclusion

La gestion des archives en entreprise exige une adaptation permanente aux évolutions des entreprises. Cette activité tend à devenir un véritable outil de gestion au service du management dans toutes ses facettes. La communication et le marketing sont des gisements de croissance importants. Cette tendance s'accroît aussi bien en France qu'à l'étranger¹⁶. En 2006, Saint-Gobain a clôturé un cycle d'exposition consacré aux entreprises au Musée d'Orsay¹⁷. L'évènement a été récompensé par le passage de plus de 100 000 visiteurs individuels et un Grand Prix dans un festival de communication consacré aux entreprises du cadre de vie.

¹⁶ Cf. l'étude financée par l'Economic and social research council (Corporate History, Narrative and Business Knowledge, EBRC RES, 334-25-00-13, 2006.

¹⁷ *Saint-Gobain, une entreprise devant l'Histoire, Musée d'Orsay, Paris 6 mars-4 juin 2006. Catalogue*, Editions Fayard.